

Vers une pandémie inflationniste ?

Transition énergétique, vieillissement de la population, endettement de nombreux États... Autant de facteurs structurels qui peuvent en être la cause. Une chronique de Mikael Petitjean, professeur à l'UCLouvain et à l'IESEG School of Management, et chief economist chez Waterloo Asset Management.

Contribution externe

Publié le 09-02-2022 à 08h37 - Mis à jour le 09-02-2022 à 08h38

Enregistrer



Aux États-Unis, ce sont les prix des voitures d'occasion qui ont le plus augmenté. ©D.R.

Partager

Les économistes s'étripent au sujet de l'inflation. Elle serait "transitoire" pour les uns et "permanente" pour les autres. Héraclite d'Ephèse, dit "l'Obscur", aurait trouvé ce débat absurde : "*Rien n'est permanent, sauf le changement. Seul le changement est éternel*" (Maximes, 142, 6e siècle avant JC). Il avait raison : l'inflation est en continue transition.

Nos dernières vidéos

Plus déroutant est notre faculté à oublier un passé pourtant proche. Au début de l'année 2020, la préoccupation majeure sur le plan monétaire était la baisse généralisée et tendancielle des prix, que les économistes appellent déflation. Faudrait-il désormais craindre une spirale inflationniste qui se répandrait dans le monde comme le fait cette pandémie virale depuis deux ans ?

Publicité

Redémarrage en force

Force est de constater que le redémarrage de nos économies est impressionnant, le plus fort jamais enregistré depuis la Seconde Guerre, si bien que la croissance économique mondiale avoisine les 5,9 % en 2021. Dans le même temps, l'inflation dans la zone euro s'est établie à 5 % sur un an. Est-ce fondamentalement une surprise ?

Lorsque le ressort de l'économie mondiale se relâche aussi subitement, l'offre s'ajuste péniblement à la demande, d'autant plus que le virus continue de circuler. En juillet 2008, juste avant l'effondrement du système bancaire, l'inflation en zone euro avait déjà atteint 4,1 % alors que l'économie mondiale en 2007 avait enregistré une croissance plus faible de 4,3 %. Aujourd'hui, nous sortons d'une période de "paix" unique dans notre Histoire : la consommation mondiale n'aura sans doute jamais été comprimée aussi subitement, aussi fort et de manière aussi homogène sans qu'une guerre militaire planétaire en soit l'explication. La consommation mondiale a ensuite rebondi de manière fulgurante grâce à la découverte de vaccins plus efficaces que prévu et aux plans de relance budgétaires et monétaires d'une ampleur gigantesque.

La composante énergétique de l'inflation en explique largement la "bosse" : en décembre 2021, le prix de l'énergie a augmenté sur un an de 25 % dans la zone euro. Cela fait très mal au pouvoir d'achat des ménages à faibles revenus, mais cette composante énergétique est heureusement souvent influencée par des éléments conjoncturels et géopolitiques : en juillet 2008, juste avant d'atteindre le paroxysme de la crise financière en septembre, elle avait progressé de 17 % pour chuter de 14 % un an plus tard.

Conjoncture

La conjoncture explique la grande partie du rebond de l'inflation aux États-Unis. Par exemple, ce sont les prix des voitures d'occasion qui ont le plus progressé, de plus de 30 % ; la pénurie des puces électroniques et la peur des transports en commun en sont les causes. Lorsque les variations exceptionnelles de prix sont neutralisées, le taux d'inflation ajusté, tel que calculé par la Banque de la Réserve Fédérale de Cleveland, était de 4,9 % en décembre 2021. Il était égal à 6,5 % en juillet 2008, avant la crise.

Cela ne veut pas dire que l'inflation va retomber aux niveaux observés en moyenne durant les années 2010. Ce n'est d'ailleurs pas l'objectif de la BCE qui vise un taux autour de 2 %. Plusieurs facteurs structurels sont inflationnistes. Citons la transition énergétique, surtout si elle conduit à exacerber les tensions géopolitiques autour des sources d'approvisionnement ; le vieillissement de la population qui produit moins, consomme plus et pourrait disposer de salaires réels plus élevés ; l'offre limitée de nouveaux logements qui pousse les loyers et les prix de vente à la hausse, ou encore l'endettement colossal de nombreux États de la zone euro qui deviendraient insolubles si les taux d'intérêt réels devaient remonter trop vite.

La hausse des prix de l'immobilier, des loyers, et des combustibles, tel est le sujet à ne pas reléguer au bas de l'agenda politique si nous voulons éviter les ouragans populistes dont les conséquences seraient redoutables, tout particulièrement en Wallonie.

Publicité